



Le projet de refonte de la carte de l'Education Prioritaire prévoit une sortie de l'ensemble des écoles du Réseau Réussite Scolaire de La Roche-sur-Yon et du Réseau Réussite Rurale de St Michel-en-l'Herm. 2000 enfants, 17 écoles, 100 classes sacrifiés sur l'autel des choix budgétaires technocratiques.

Le Ministère a décidé, avant toute ouverture de discussion, d'imposer un nombre défini de Réseaux d'Education Prioritaire (REP) sur l'Académie : 19. Pas un de plus.

Le Ministère a décidé, sans aucune discussion préalable, de ne s'attarder que sur les situations des collèges. Les écoles ne sont même pas étudiées.

Nous avons pourtant de nombreuses situations d'écoles en Vendée qui méritent d'être étudiées au cas par cas au regard de critères sociaux, économiques et de réussite scolaire, y compris en dehors de l'éducation prioritaire !!

Si la mixité sociale est une réussite au collège -réussite sanctionnée par le projet que nous dénonçons-, elle est loin d'être acquise partout dans nos écoles, que ce soit à La Roche-sur-Yon, St Michel-en-l'Herm, ou dans l'ensemble du département où de nombreuses écoles partagent des problématiques semblables.

Les écoles du RRS yonnais affichent ainsi des indicateurs conformes avec l'ensemble des futurs REP de l'Académie ! Auxquels s'ajoute l'accueil des enfants du voyage ou des enfants allophones.

Le Ministère ignore-t-il que le Ministère de la Ville avait classé ces quartiers comme quartiers prioritaires en juin dernier ? Ou la priorité de l'Education Nationale n'est-elle que celle de l'économie de moyens ?

À terme, cela se traduira par :

- la suppression des seuils d'ouverture spécifiques pour le RRS (ouverture de classe à 25 élèves, contre 29 en élémentaire et 32 en maternelle pour le reste du département),
- la suppression du comptage des enfants de moins de 3 ans (application des "quotas" comme pour le reste des écoles du département),
- la suppression des dispositifs particuliers (plus de maîtres que de classes, dispositif moins de 3 ans, ...),
- la suppression de la prime d'enseignement en zone prioritaire,
- une accentuation de la mobilité des enseignants,

Ces conséquences auront nécessairement des répercussions sur l'ensemble des écoles de l'agglomération : transfert des populations scolaires, phénomènes d'évitement, ...

Nous rejetons les promesses actuelles basées sur des Conventions Académiques de Priorité Educative qui n'existent pas encore (!), ou sur la confiance en "un regard bienveillant" de l'administration !

Nous demandons une égalité de traitement avec Paris, où les situations d'écoles ont été étudiées indépendamment des collèges : des écoles obtiennent l'étiquetage REP, un cadre national, avec des garanties connues et pérennes.

Nous demandons plus largement des moyens à hauteur des besoins avérés, en s'attachant à la réalité objective de chaque territoire et non imposés dans une enveloppe contrainte définie à l'avance.

C'est pourquoi nos organisations syndicales appellent les enseignants du département à se joindre aux enseignants de toute l'Académie de Nantes et à être en grève jeudi 11 décembre pour exiger une véritable réforme de l'Education Prioritaire.